

rique, nous devons faire tous les sacrifices et tous les efforts qui sont exigés de patriotes.

Je sais bien que le discours du trône annonce un renversement de politique et je sais que tous ceux qui représentent le peuple ne peuvent à la légère prendre position sur cette question. J'admets que, dans l'esprit même de mes collègues de la province de Québec, toutes sortes d'arguments peuvent se présenter pour justifier leur attitude, soit pour, soit contre. Personnellement, j'ai pris position, et ma raison principale est que je suis en faveur de la doctrine prêchée pendant des années par le chef des Canadiens français, le très honorable Ernest Lapointe. Dans le pays tout entier, il nous a demandé, de grâce, d'être unis dans le danger, il nous a dit que nous avions besoin de l'unité nationale si nous voulions nous-mêmes conserver nos institutions, notre religion, notre langue, parce que, au cas de défaite, tous ces privilèges, tous ces droits disparaîtraient. Je dis à mes collègues de la province de Québec que les enseignements que nous avons reçus de la part d'honnêtes gens qui ont prêché pendant des années, dans ma province, une doctrine politique, ont été donnés d'une manière ouverte et sincère. Ces hommes d'Etat n'ont pas été contredits, même en 1940, par nos adversaires qui siègent de l'autre côté de la Chambre. Tout le monde était anticonscriptionniste alors. La population en entier a voté contre la conscription.

Le Gouvernement, aujourd'hui, nous demande d'être relevé de ses engagements et de ses promesses. Le Gouvernement demande à avoir les mains déliées, en cas de nécessité, pour pouvoir envoyer de nos hommes à l'extérieur. Le Gouvernement ne dit pas qu'aujourd'hui ou demain la conscription sera imposée au pays. Il demande à être libéré de l'engagement qu'il a pris, et son attitude actuelle est l'attitude d'un honnête homme. Je vous ai fait des promesses. Les circonstances m'empêchent ou m'empêcheront de tenir ces promesses. Veuillez m'en relever. Nous retournons au peuple, d'où vient notre propre pouvoir. Si je siège dans cette Chambre, je le dois au peuple, à ceux qui ont voté pour moi dans les élections passées. Si le premier ministre est à son siège et représente le pays aujourd'hui, il le doit aux députés de cette Chambre, et il le doit, en définitive, au peuple. Et il ne veut pas suivre les conseils de ceux qui disent: "Vous avez la responsabilité d'établir la politique de votre Gouvernement. Vous devez, sans vous occuper du peuple, adopter une loi de conscription." Non, en honnête homme, il dit: "Je retournerai consulter ceux qui nous ont envoyés dans ce Parlement pour leur demander d'être relevé de nos promesses." Les circonstances sont changées ou pourront changer. Nous sommes en péril, notre patrie est en danger.

Je pourrais citer à l'appui de cette politique l'opinion de bien des hommes de ma province. Devant le danger imminent, quel est celui qui refusera de tout donner pour sauver sa patrie? J'ai dit en anglais et je répète que j'appuierai, dans cette Chambre comme à l'extérieur, dans mon comté comme dans toute la province de Québec, la demande faite par le Gouvernement dans le discours du trône. Je ne perdrai pas d'amis. En étant honnêtes, on ne perd jamais ses partisans.

Des VOIX: Très bien!

M. FOURNIER: Je retournerai dire à mes électeurs: Vous m'avez envoyé au Parlement à différentes reprises. Je vous ai fait cette promesse; je vous demande d'en être relevé lorsqu'on jugera que la situation est devenue telle qu'il faut employer des moyens extrêmes. Veuillez donc nous donner le pouvoir de voter la mesure extrême qui est demandée. Il n'y a pas d'illogisme dans mon attitude. Elle s'explique très bien.

Avant de terminer ces remarques, il me reste à parler d'un sujet que je croyais défunt depuis longtemps: un gouvernement d'union. Depuis quelques semaines, il se promène un peu partout des gens qui demandent, pour l'amour du bon Dieu, d'entrer dans le gouvernement. Ils offrent leurs services. Ils veulent siéger sur les bancs des ministres, mais, en même temps, tout ce que le Gouvernement a fait jusqu'à date, ils le condamnent avec force. Ils disent: "Vous avez tort." Ils emploient un langage qui est loin d'être parlementaire. Lisez les journaux de ce matin. Les mots "cowardly", "dastardly", "indignantly," y apparaissent. Ce sont ces hommes qui veulent conduire dans le calme les destinées de la nation. Ils ne se respectent pas dans leur propre langage; comment veulent-ils avoir le respect de la population?

Des VOIX: Très bien! Très bien!

M. FOURNIER: Dans la province de Québec, l'idée d'un gouvernement d'Union nous répugne. La nation canadienne-française n'a jamais été aussi malheureuse, depuis la Confédération, que pendant les années 1917, 1918 et 1919.

Des VOIX: Très bien! Très bien!

M. FOURNIER: Jamais, depuis la Confédération, des mitrailleuses n'avaient été pointées sur des Canadiens français, si ce n'est sous un gouvernement d'Union. Jamais, si ce n'est sous un gouvernement d'Union, des baïonnettes n'avaient été présentées à des poitrines de Canadiens français, comme cela s'est produit en 1917, alors que des citoyens traversaient le pont Interprovincial pour venir protester à Ottawa. Et vous croyez que nous adopterions l'idée d'un gouvernement d'Union? Je prie la Providence que ce malheur soit épargné à